

Collaborer de l'extérieur avec l'Union européenne

Il ne devrait pas y avoir de grands changements dans les relations britannico-européennes, du moins à court terme. Mais comment le Royaume-Uni peut-il continuer à exercer son influence à long terme sur les réglementations européennes et mondiales ?

Nicole Sykes

Abrégé Le Royaume-Uni n'est formellement plus impliqué directement dans l'élaboration des réglementations futures de l'Union européenne depuis février 2020. Le monde des affaires britannique a cependant fortement intérêt à ce que ses préoccupations restent entendues, à Bruxelles et ailleurs. Il dépend en effet d'une part des contacts bilatéraux établis par le gouvernement et les organisations multilatérales, et d'autre part de canaux informels. La coordination des divers acteurs et porte-parole britanniques sera particulièrement importante. La Confédération de l'industrie britannique appelle son gouvernement à agir.

Le cadran lumineux affichant le compte à rebours jusqu'au Brexit a désormais disparu à Downing Street. Le plus grand changement pratique visible entraîné par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) le 31 janvier 2020 est la perte du droit britannique à se faire entendre à Bruxelles : plus de commissaires européens, plus de siège aux séances du Conseil et plus de représentants britanniques au Parlement européen.

Ce manque d'influence officielle a son importance pour le monde des affaires britannique, et cela pour trois raisons : premièrement, les milliers de sociétés qui exportent vers l'UE – ou vendent des produits et services à des compagnies qui le font – devront toujours satisfaire aux règles communautaires une fois la période de transition passée. Si elles écoulent des œufs, ceux-ci devront être stockés à maximum 4°C comme exigé par l'UE. Si elles vendent des pièces pour l'industrie automobile, il leur faudra passer des centaines de tests européens. Deuxièmement, la réglementation européenne dépasse de loin ses frontières : les multinationales adoptent la réglementation de l'UE en matière de produits chimiques, les pays adoptent les normes européennes sur les données et l'UE joue un rôle

important dans les enceintes législatives multilatérales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou les Nations unies (ONU). Troisièmement, les 71 000 entreprises d'Irlande du Nord continueront d'appliquer directement la réglementation de l'UE.

Le changement est en route

Heureusement, bien que de nombreux politiciens britanniques fassent leurs valises, une bonne partie de la présence britannique en Europe demeure. La base diplomatique du Royaume-Uni à Bruxelles est toujours active et explore de nouvelles possibilités. Des milliers de Britanniques actifs sur le continent européen ont toujours d'étroites relations avec leurs homologues. Et les sociétés britanniques continuent de faire entendre leur voix, directement à travers leurs propres relations avec les institutions européennes et indirectement par l'intermédiaire des associations de commerce. La Confédération de l'industrie britannique (CBI) représente ainsi les compagnies britanniques au sein de l'organisation BusinessEurope, qui rencontre régulièrement des premiers ministres et commissaires européens afin de communiquer la vision transcontinentale des entreprises.

Des canaux formels favorisant la poursuite du dialogue britannico-européen demeurent également. Signée conjointement avec l'accord de sortie le 19 octobre 2019, la Déclaration politique fixant le cadre des relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ouvre la voie à une coopération sectorielle entre régulateurs dans des domaines comme la protection des données ou à l'implication dans des agences clés de l'UE.

Le Royaume-Uni a joué un rôle significatif au sein de ces agences et a par exemple inspiré – avec la France – deux tiers de la réglementation de l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Le Royaume-Uni et l'UE bénéficient aussi mutuellement des informations fournies par ces agences, comme les données de santé publique sur les pesticides, la grippe aviaire et les organismes génétiquement modifiés publiées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

Mais tandis que le gouvernement, les entreprises, la société civile et les experts britanniques conservent de profondes racines en Europe, la façon dont chacun de ces représentants du Royaume-Uni collabore avec le continent doit changer. Et pour être véritablement respectés de Bruxelles et des États membres de l'UE, ils doivent le faire ensemble.

Travailler ensemble

Une partie de ce processus a commencé. Depuis l'année dernière, la représentation du

Royaume-Uni auprès de l'UE coordonne des réunions des « organisations et bureaux du Royaume-Uni établis à Bruxelles ». Ces rencontres sont une plateforme utile pour rassembler les dirigeants britanniques installés à Bruxelles et leur permettre d'élaborer des plans ou de partager leurs informations. Une approche stratégique beaucoup plus profonde et spécifique devra cependant suivre cette première étape.

Pour collaborer avec Bruxelles, les représentants britanniques devront également regarder ailleurs et s'inspirer de pays comme la Suisse. La CBI recommande au Royaume-Uni de collaborer main dans la main avec le monde des affaires, d'identifier ses intérêts économiques stratégiques dans chaque État membre et d'y consolider ses relations, qu'il s'agisse d'innovation en Italie ou de services en Espagne. Sans les interactions agendées régulièrement dans le calendrier de la Commission européenne, ces relations bilatérales avec les États membres nécessiteront de nouvelles voies pour se maintenir. Des

Une bonne relation entre le gouvernement et l'Union européenne est essentielle pour l'industrie britannique. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le premier ministre Boris Johnson.



événements bilatéraux annuels existent déjà de manière informelle avec un certain nombre d'États membres, comme le Colloque annuel France/Royaume-Uni et le Forum Belvedere polono-britannique organisé par le laboratoire d'idées Chatham House.

Le monde des affaires travaillera d'arache-pied pour s'assurer que le gouvernement cherchera prioritairement à tendre la main aux pays européens importants et à rendre visite annuellement à chaque pays européen au niveau du Cabinet à partir de 2021. Le gouvernement britannique et les milieux d'affaires devront collaborer afin de s'assurer que les plateformes à disposition soient utilisées productivement pour bénéficier directement au Royaume-Uni, et non comme de simples forums de discussions.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le monde des affaires aimerait que le Royaume-Uni regarde loin au-delà de l'Europe pour stimuler ses relations avec Bruxelles. L'UE dispose de 140 bureaux à l'étranger, de l'Afghanistan à la Zambie. Collaborer dans des pays tiers continuera à leur bénéficier mutuellement là où l'UE et le Royaume-Uni ont les mêmes priorités. La collaboration avec la délégation européenne à Pékin a par exemple permis au Royaume-Uni d'accomplir des progrès importants dans le dossier de la propriété intellectuelle en Chine. Comme la délégation européenne coopérerait également sur le sujet avec les États-Unis et les représentants du Japon et de l'Australie en Chine, c'est là un bon précédent pour continuer la collaboration.

Comment avancer ?

Outre le bilatéralisme, les institutions multilatérales seront absolument décisives. La diplomatie internationale s'active bien au-delà des parois de verre des palais bruxellois. Le Royaume-Uni et l'UE continueront de partager les mêmes buts en matière d'objectifs climatiques, de cybersécurité

ou encore de finance durable. Investir dans la présence du Royaume-Uni à l'OMC lui offre la possibilité, d'une part, de collaborer avec l'UE, par exemple pour défendre l'ordre international basé sur des règles, et d'autre part de l'influencer, par exemple en matière de commerce électronique, où les règles convenues seront appliquées directement des deux côtés de la Manche. Ce principe s'applique également à la régulation élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme la taxation de l'économie numérique.

Avec la diminution significative de l'influence formelle du Royaume-Uni à Bruxelles depuis février 2020, tout le monde devra se mobiliser pour que la Grande-Bretagne conserve une voix pertinente et écoutée en Europe. Le Royaume-Uni sera le plus susceptible d'atteindre ses objectifs post-Brexit dans les domaines où il est considéré comme une précieuse source de savoir-faire, où il peut être constructif et où il gère un agenda paneuropéen. Il lui faudra parallèlement rester très concentré sur les sujets où il entend laisser sa marque, tout en utilisant chaque voie et relation à sa disposition.

Le monde britannique des affaires souhaite y contribuer – et le fait d'ailleurs déjà. Il n'est pas le seul : des groupes de politiciens – anciens et actuels –, d'experts et de dirigeants veulent également en être. La CBI encourage le gouvernement britannique à agir rapidement pour coordonner ces volontaires.



Nicole Sykes

Cheffe du secteur Négociations avec l'Union européenne, Confédération de l'industrie britannique (CBI), Londres (UK)

Téléchargez gratuitement l'application dès maintenant

